

DISCOURS À L'APA

Martine Irman

Présidente du Conseil d'administration

Bonjour et bienvenue à l'Assemblée publique annuelle 2019 d'EDC.

En temps normal, je profiterais de cette occasion pour passer en revue nos activités de la dernière année civile. Et c'est ce que je ferai dans un instant. Mais je crois qu'il importe d'abord de faire le point sur ce qui s'est passé à EDC depuis l'apparition de la COVID-19 – une crise qui est probablement la grande préoccupation de tous ceux qui regardent cette vidéo aujourd'hui.

La pandémie de COVID-19 n'a épargné personne, EDC y compris. Cette crise a des répercussions tentaculaires et touche à la fois nos employés, nos clients, nos priorités et nos programmes.

Au début du mois de mars, le gouvernement du Canada a demandé à toutes les ressources disponibles d'aider le pays à faire face aux nombreux défis qui se présentent. Aux côtés de sa société d'État sœur – la Banque de développement du Canada – et en collaboration avec les institutions financières du secteur privé, EDC a été appelée à participer à l'injection de liquidités sur les marchés. Le gouvernement du Canada a même pris une mesure extraordinaire : élargir temporairement le mandat de la Société pour qu'elle puisse aussi servir les entreprises non exportatrices et ainsi offrir ses programmes à toutes les entreprises canadiennes, peu importe leurs activités ou leur taille, pour les aider à se maintenir à flot sur le marché intérieur. Il s'agit d'un incroyable témoignage de la confiance du gouvernement à l'égard des capacités d'EDC, et je suis fière d'affirmer que nous avons largement été à la hauteur.

EDC a joué un rôle clé dans la mise en œuvre du Programme de crédit aux entreprises du gouvernement, dont le volet Garantie – PCE a facilité l'octroi de prêts. De plus, le programme du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes a permis d'offrir, par l'entremise de partenaires du secteur bancaire privé, plusieurs milliards de dollars en prêts de dépannage à des centaines de milliers d'entreprises canadiennes. Au cours de ma carrière de plus de 30 ans dans le secteur bancaire, jamais je n'ai été témoin, y compris durant la récession de 2008-2009, d'un tel travail d'équipe de la part des sociétés d'État et des organisations publiques et privées.

L'efficacité d'EDC durant cette crise sans précédent n'est que le dernier exemple de la façon dont notre Société – maintenant dans sa 75^e année – a relevé ses manches pour le Canada. En 2019, EDC a consacré d'immenses efforts à la priorité gouvernementale de diversification du commerce au pays, en allouant plus de 28 milliards de dollars à des entreprises canadiennes actives sur

147 marchés émergents. Lorsque le secteur canadien du canola a été frappé par des différends commerciaux, EDC a ajouté 150 millions de dollars à son enveloppe d'assurance des entreprises afin d'aider les producteurs à diversifier leurs marchés.

Par ailleurs, EDC a continué d'honorer son engagement d'appuyer plus d'entreprises détenues ou dirigées par des femmes. Elle a d'ailleurs dépassé le financement promis à ces entreprises dans le budget de 2018, soit 250 millions de dollars, et a lancé le Programme d'investissement pour les femmes en commerce, doté d'un fonds de 50 millions de dollars. La Société a également pris des mesures pour appuyer un autre segment d'exportateurs sous-représenté et sous-financé, à savoir les entreprises autochtones. À cette fin, elle a créé le poste de responsable de projet autochtone, dont le titulaire se consacre exclusivement à étoffer le soutien de la Société à ces entreprises. En nouant des partenariats et un dialogue, cette personne nous aidera à mieux cerner les besoins et les défis propres à la communauté des entrepreneurs autochtones, et ainsi à mieux y répondre. EDC a aussi évalué l'accessibilité de ses services pour les entreprises autochtones canadiennes, et les conclusions de cet examen seront transposées dans une nouvelle stratégie à long terme.

En 2019, EDC a également ouvert une nouvelle ère de pratiques commerciales plus durables et plus responsables. En effet, nous savons que lorsqu'il est fait de façon responsable, le commerce international est une source intarissable de richesse, d'emplois bien rémunérés et de productivité à l'échelle mondiale. Grâce à ses politiques nouvelles et révisées sur les droits de la personne, sur les changements climatiques, sur la transparence et la divulgation et sur les crimes financiers, EDC respecte les normes les plus rigoureuses des pratiques exemplaires internationales et peut ainsi veiller à ce que le commerce et les investissements à l'étranger du Canada génèrent une croissance économique responsable et durable.

Pour conclure, je tiens à parler de la nouvelle chef de la direction d'EDC. En 2019, Mairead Lavery a été choisie pour son expertise et son expérience en finance, en planification stratégique et en transformation organisationnelle – ainsi que pour sa passion pour EDC. Et vu son brillant parcours dans la dernière année, en particulier dans le contexte de la pandémie, nous savons qu'il s'agissait d'une décision judicieuse. Pour ma part, c'est un privilège de travailler aux côtés de Mairead.

Je vous remercie de m'avoir écoutée, et je vous souhaite que tout aille bien pour vous et votre famille en cette période difficile. Surtout, n'hésitez pas à nous envoyer vos questions à media@edc.ca. Nous vous lirons avec plaisir.

Merci beaucoup.